

L'eau, une chance pour l'agriculture française

La libéralisation des échanges agricoles pourrait donner l'avantage aux pays utilisant plus parcimonieusement le précieux liquide.

Alexandre Le Vernoy¹
24 janvier 2006

Cet été, les pénuries ont révélé l'urgence d'un débat sur l'utilisation de l'eau dans l'agriculture. Fait rare, les ministres de l'écologie et de l'agriculture se sont affrontés sur le sujet. Pour la première, Nelly Olin, il faut faire « *reculer la culture du maïs* » trop consommatrice d'eau. Pour son collègue, Dominique Bussereau, la France a « *besoin* » de maïs et ne peut se résoudre à en réduire la production.

Les politiques actuelles de gestion de l'eau sont largement guidées par la volonté d'augmenter les capacités d'approvisionnement, et négligent les bienfaits d'une approche insistant sur une consommation d'eau plus efficace. Héritage de cette vision encore largement fondée sur l'offre, les transferts d'eau entre bassins sont légion. En Europe même, le projet de transvasement Rhône-Barcelone, semblable au modèle californien, voudrait subvenir aux besoins d'une Espagne asséchée. De tels projets ne peuvent qu'attiser les peurs, peut-être même les colères, à voir s'échapper « notre » eau lorsqu'elle vient à manquer en cas de sécheresse – d'où un protectionnisme, dangereux à long terme, comme celui du Québec interdisant toute exportation d'eau.

Or ces projets pharaoniques ont un défaut majeur. Ils occultent le fait que l'eau s'échange d'une autre manière, et ce dans des volumes importants ; à travers son incorporation dans un produit fini ou un service. On parle alors d'eau « virtuelle ». En particulier, au travers du commerce international des produits agricoles, de l'eau est implicitement échangée. Conséquence pour un futur où l'eau serait plus rare : un pays peut décider d'économiser ses ressources en eau en choisissant d'importer un produit agricole plutôt que de le produire localement. Mais, attention : l'économie réalisée n'est pas égale à la quantité d'eau virtuelle contenue dans le produit importé, mais à celle qui aurait été nécessaire si le bien avait été produit dans le pays importateur.

¹ Alexandre Le Vernoy est associé au Groupe d'économie mondiale de Sciences Po (GEM).
Contact : alexandre.levernoy@sciences-po.org

Les études les plus récentes montrent que 90 % des échanges mondiaux d'eau virtuelle sont associés au commerce international de l'agriculture. Globalement, des économies d'eau sont possibles grâce au commerce agricole si la production de l'exportateur est plus efficace que celle de l'importateur (on estime que 12 % de l'utilisation mondiale d'eau pourrait être ainsi annuellement économisés). La production d'un kilo de maïs cultivé dans des conditions climatiques favorables, comme aux Etats-Unis ou en France, requiert en moyenne un tiers de mètre cube d'eau, contre dix à trente fois plus dans des pays plus arides, comme la Libye ou le Maroc. Par contre, l'Egypte ou le Maroc sont mieux à même de produire des oranges car ces pays utilisent pour ce faire relativement moins d'eau que la France. Les volumes d'eau virtuelle échangés dépendent donc des conditions de production, dans le temps et dans l'espace, et de l'efficacité dans l'usage de l'eau de chaque pays.

Si une exportation agricole constitue une exportation virtuelle d'eau, un pays confronté à des pénuries devrait-il limiter ses exportations agricoles ? Pas nécessairement, car une telle approche en termes absolus d'utilisation de l'eau est étriquée. Il faut plutôt avoir une approche en termes relatifs de nos utilisations d'eau.

Autrement dit, la consommation des autres importe autant que la nôtre. Ainsi, que la France soit capable de produire une tonne de maïs en utilisant relativement moins d'eau que la plupart de ses partenaires commerciaux donne raison à nos ministres. Il faut à la fois s'abstenir de pousser, via les subventions, les agriculteurs français à utiliser « trop » d'eau, mais aussi conserver notre production de maïs en France.

Quel serait l'impact de la libéralisation des échanges agricoles sur l'évolution des flux d'eau virtuelle ? Les études sont encore trop limitées pour avoir une réponse précise à cette question. Pourtant, deux points émergent. D'abord la libéralisation du commerce international agricole réallouerait dans « le bon sens » les flux d'eau virtuelle – c'est-à-dire des pays utilisant plus efficacement l'eau vers les pays les moins efficaces (ne serait-ce qu'en éliminant les subventions gaspilleuses d'eau). Ensuite, les pays exportateurs utilisant davantage l'agriculture pluviale s'en trouveraient favorisés par rapport à ceux recourant plus à l'agriculture irriguée.

A un moment où la France doute des capacités exportatrices de son agriculture au point de bloquer le cycle de Doha, il est important de rappeler qu'elle est dotée d'un formidable stock de ressource par habitant en eau renouvelable. Cet atout, associé à notre performance dans le secteur agricole, devrait guider nos choix de politique commerciale agricole comme ceux d'une politique de gestion de l'eau visant à en améliorer la productivité.

Article publié dans Le Monde Economie en date du 24 janvier 2006

Contact : alexandre.levernoy@sciences-po.org